

F. 95 — 800

[Mac — 31147]

**23 MARS 1995.** — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, fixant le régime disciplinaire et organisant la suspension, dans l'intérêt du service, du personnel de l'Agence régionale pour la Propreté "Bruxelles-Propreté"

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu l'ordonnance du 19 juillet 1990 portant création de l'Agence régionale pour la Propreté, notamment l'article 8;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1994 fixant les principes généraux;

Vu le protocole n°95/3 du comité de secteur XV;

Vu les lois coordonnées sur le Conseil d'Etat du 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er;

Vu l'urgence;

Considérant que l'ordonnance du 19 juillet 1990 portant création de l'Agence régionale pour la Propreté est entrée en vigueur le 31 décembre 1991;

Considérant que son article 8, § 2 habilite le Gouvernement régional à déterminer le statut administratif et pécuniaire des membres du personnel de l'Agence;

Considérant que l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 24 juin 1993 fixant le régime disciplinaire et organisant la suspension, dans l'intérêt du service, du personnel de l'Agence régionale pour la Propreté "Bruxelles-Propreté" a été abrogé;

Considérant qu'il s'impose dès lors d'arrêter sans retard ce régime disciplinaire;

Sur proposition du Ministre-Président et du Secrétaire d'Etat adjoint au Ministre-Président,

Arrête :

#### CHAPITRE Ier. — Les infractions disciplinaires

**Article 1er.** Les dispositions du présent arrêté ne portent pas préjudice à l'application des principes généraux de l'arrêté royal du 26 septembre 1994.

#### CHAPITRE II. — Les sanctions disciplinaires

**Art. 2.** Les sanctions disciplinaires visées à l'article 3 peuvent être infligées notamment pour les motifs suivants :

1. manquements aux devoirs professionnels;
2. agissements qui compromettent la dignité de la fonction.

**Art. 3.** Les sanctions disciplinaires suivantes peuvent être infligées :

- 1° le rappel à l'ordre;
- 2° le blâme;
- 3° la retenue de traitement;
- 4° la suspension disciplinaire;
- 5° la rétrogradation;
- 6° la révocation.

**Art. 4.** La retenue de traitement ne peut excéder trois mois de traitement et ne peut être supérieure à celle visée à l'article 23, alinéa 2, de la loi du 12 avril 1965 sur la protection de la rémunération des travailleurs.

En cas de prestations à temps partiel, ce montant est réduit proportionnellement à la durée des prestations.

**Art. 5.** La suspension disciplinaire ne peut excéder trois mois. Elle entraîne, pendant sa durée, la privation du traitement.

Cette dernière ne peut être supérieure à celle visée à l'article 4.

Elle place le membre du personnel de plein droit dans la position administrative de non-activité. Durant cette période, le membre du personnel ne peut pas faire valoir ses titres au changement de grade, à la promotion et à l'avancement de traitement.

**Art. 6.** La rétrogradation consiste en l'attribution d'un grade du même rang doté d'une échelle de traitement inférieure ou d'un grade de rang inférieur classé dans le même niveau ou dans un niveau inférieur.

**Art. 7.** Le membre du personnel suspendu ou rétrogradé ne peut être désigné pour l'exercice d'une fonction supérieure avant que sa peine n'ait été radiée.

N. 95 — 800

[Mac — 31147]

**23 MAART 1995.** — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot vaststelling van de tuchtregeling en tot regeling van de schorsing in het belang van de dienst van de personeelsleden van het Gewestelijk Agentschap voor Netheid "Net Brussel"

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op de ordonnantie van 19 juli 1990 houdende oprichting van het Gewestelijk Agentschap voor Netheid, inzonderheid op artikel 8;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 september 1994 tot bepaling van de algemene principes;

Gelet op het protocol nr 95/3 in het comité van sector XV;

Gelet op de gecoördineerde wetten op de Raad van State van 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de ordonnantie van 19 juli 1990 houdende oprichting van het Gewestelijk Agentschap voor Netheid van kracht werd op 31 december 1991;

Overwegende dat artikel 8, § 2 de Gewestelijke Regering machtigt het administratief en geldelijk statuut van de personeelsleden van het Agentschap vast te stellen;

Overwegende dat het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 24 juni 1993 tot vaststelling van de tuchtregeling en tot regeling van de schorsing in het belang van de dienst van de personeelsleden van het Gewestelijk Agentschap voor Netheid "Net Brussel" is opgeheven.

Overwegende dat bijgevolg deze tuchtregeling onverwijld dient te worden goedgekeurd;

Op de voordracht van de Minister-Voorzitter en van de Staatssecretaris toegevoegd aan de Minister-Voorzitter,

Besluit :

#### HOOFDSTUK I. — De tuchtmisdrijven

**Artikel 1.** De bepalingen van dit huidig besluit doen geen afbreuk aan de toepassing van de algemene beginselen van het koninklijk besluit van 26 september 1994.

#### HOOFDSTUK II. — De tuchtstraffen

**Art. 2.** De in artikel 3 vermelde tuchtstraffen kunnen worden opgelegd onder meer wegens :

1. tekortkomingen aan de beroepspllichten;
2. handelingen die de waardigheid van het ambt in het gedrang brengen.

**Art. 3.** De volgende tuchtstraffen kunnen worden opgelegd :

- 1° de terechtwijzing;
- 2° de blaam;
- 3° de inhouding van wedde;
- 4° de schorsing bij wijze van tuchtmaatregel;
- 5° de terugzetting in graad;
- 6° de afzetting.

**Art. 4.** De inhouding van wedde mag drie maanden wedde niet overschrijden en mag de in artikel 23, tweede lid van de wet van 12 april 1965 betreffende de bescherming van het loon der werknemers, bedoelde inhouding niet overschrijden.

In geval van deeltijdse prestaties wordt dit bedrag proportioneel tot de omvang van de prestaties beperkt.

**Art. 5.** De schorsing bij wijze van straf wordt uitgesproken voor ten hoogste drie maanden. De schorsing heeft zolang zij duurt verlies van de wedde tot gevolg.

Het verlies van wedde kan het in artikel 4 bedoelde verlies niet overschrijden.

Hierdoor wordt het personeelslid van ambtswege in de administratieve toestand van niet-activiteit geplaatst. Gedurende deze periode mag het zijn aanspraken op verandering van graad, bevordering en verhoging van wedde niet doen gelden.

**Art. 6.** De terugzetting in graad bestaat in de toewijzing van een graad in dezelfde rang met een lagere weddeschaal of van een graad in een lagere rang van hetzelfde niveau of van een lager niveau.

**Art. 7.** Het geschorste of in graad teruggezette personeelslid mag niet aangewezen worden voor de uitoefening van een hogere functie vooraleer zijn straf doorgehaald is.

CHAPITRE III. — *Les autorités compétentes**Section Ire. — L'autorité qui propose la sanction*

**Art. 8. § 1er.** Pour le personnel de maîtrise et ouvrier, la sanction est proposée par l'ingénieur de propreté publique responsable des activités dans le cadre desquelles le fait reproché s'est déroulé.

Toutefois, pour le chef contrôleur et son équipe, la sanction est proposée par le fonctionnaire dirigeant adjoint.

Pour les membres du personnel d'encadrement d'un rang inférieur au rang 15, la sanction est proposée par le fonctionnaire dirigeant adjoint ou le fonctionnaire auquel il délègue ce pouvoir.

Lorsque les faits reprochés à un membre du personnel d'un rang inférieur au rang 15 sont constitutifs d'une infraction aux règles applicables en matière de congés ou d'un comportement portant atteinte à la dignité de la fonction, la sanction est proposée par le membre du personnel désigné par le fonctionnaire dirigeant.

Pour les membres du personnel d'encadrement d'un rang égal ou supérieur au rang 15, la sanction est proposée par le ministre ou le secrétaire d'Etat qui a la propreté publique dans ses attributions.

§ 2. Lorsque les faits commis par un membre du personnel d'un rang inférieur au rang 15, qui peuvent donner lieu à l'ouverture d'une enquête disciplinaire ont fait l'objet d'un rapport du chef contrôleur, l'enquête est menée et la sanction est proposée par l'autorité compétente visée au § 1er, et à défaut par le fonctionnaire dirigeant adjoint ou le membre du personnel auquel il délègue ce pouvoir.

*Section II. — L'autorité qui prononce la sanction*

**Art. 9.** Pour les membres du personnel de niveau 2+, 2, 3 et 4 y compris le chef contrôleur et son équipe, la sanction est prononcée par le fonctionnaire dirigeant ou le membre du personnel auquel il délègue ce pouvoir.

Pour les membres du personnel de niveau 1 d'un rang inférieur au rang 15, la sanction est prononcée par le fonctionnaire dirigeant ou le membre du personnel auquel il délègue ce pouvoir, à l'exception de la révocation qui est prononcée par le Gouvernement.

Lorsque le pouvoir de prononcer une sanction est délégué, le délégué doit être d'un grade supérieur ou égal à celui de l'autorité qui a proposé la sanction et à celui des membres de la chambre de recours qui ont rendu un avis en l'espèce.

Le pouvoir de prononcer la sanction ne peut pas être délégué lorsqu'il s'agit d'une proposition de rétrogradation ou de révocation.

Pour les membres du personnel d'un rang égal ou supérieur au rang 15, la sanction est prononcée par le Gouvernement.

CHAPITRE IV. — *La procédure disciplinaire*

**Art. 10.** Les délais prévus par le présent arrêté se comptent de minuit à minuit. Ils sont calculés depuis le lendemain du jour de l'acte ou de l'événement qui y donne cours et comprennent tous les jours, même le samedi, le dimanche et les jours fériés légaux.

Le jour de l'échéance du délai est compris dans les délais. Toutefois, lorsque ce jour est un samedi, un dimanche ou un jour férié légal, le jour de l'échéance est reporté au plus prochain jour ouvrable.

Par jour ouvrable, il faut entendre chaque jour de la semaine, sauf le dimanche et les jours fériés légaux.

Les délais établis en mois ou en année se comptent de quantième à veille de quantième.

**Art. 11. § 1er.** Le dossier disciplinaire constitué durant l'enquête, contient toutes les pièces et les déclarations du membre du personnel relatives aux faits mis à sa charge.

L'enquête est réputée entamée dès que l'autorité qui propose la sanction a pris connaissance des faits reprochés au membre du personnel.

Lorsque plusieurs faits sont reprochés au membre du personnel, il n'est toutefois entamé qu'une seule procédure qui peut donner lieu au prononcé d'une seule peine disciplinaire.

Si un nouveau fait est reproché au membre du personnel pendant le déroulement d'une procédure disciplinaire, une nouvelle procédure peut être entamée, sans que la procédure en cours soit interrompue pour autant.

HOOFDSTUK III. — *De bevoegde overheden**Afdeling I. — De overheid die de straf uitspreekt*

**Art. 8. § 1.** Voor het meester-en werkliedenpersoneel wordt de straf voorgesteld door de ingenieur van openbare reiniging die verantwoordelijk is voor de activiteiten waarin het ten laste gelegde feit is gebeurd.

Voor de hoofdcontroleur en zijn ploeg wordt de straf nochtans door de adjunct-leidend ambtenaar voorgesteld.

Voor het begeleidingspersoneel met rang lager dan rang 15, wordt de straf voorgesteld door de adjunct-leidend ambtenaar of door de ambtenaar aan wie hij deze bevoegdheid delegeert.

Vormen de feiten, die een personeelslid met een rang lager dan rang 15 ten laste gelegd worden, een overtreding van de regelen inzake verlof of zijn ze het gevolg van een gedrag dat aan de waardigheid van het ambt afbreuk kan doen, dan wordt de straf voorgesteld door het personeelslid aangewezen door de leidend ambtenaar.

Voor het begeleidingspersoneel met een rang gelijk aan of hoger dan rang 15 wordt de straf door de minister of de Staatssecretaris bevoegd voor openbare reiniging voorgesteld.

§ 2. Wanneer de feiten, die door een personeelslid met een rang lager dan rang 15 gepleegd werden, tot het instellen van een tuchtonderzoek aanleiding kunnen geven, het voorwerp zijn geweest van een verslag door de hoofdcontroleur, wordt het onderzoek verricht en de straf voorgesteld door de in § 1 bedoelde bevoegde overheid en bij gebrek hieraan door de adjunct-leidend ambtenaar of het personeelslid aan wie hij deze bevoegdheid delegeert.

*Afdeling II. — De overheid die de straf uitspreekt*

**Art. 9.** Voor het personeel van niveau 2+, 2, 3 en 4, de hoofdcontroleur en zijn ploeg inbegrepen, wordt de straf uitgesproken door de leidend ambtenaar of door het personeelslid aan wie hij deze bevoegdheid delegeert.

Voor het personeel van niveau 1 met een rang lager dan rang 15 wordt de straf uitgesproken door de leidend ambtenaar of het personeelslid aan wie hij deze bevoegdheid delegeert, met uitzondering van de afzetting die door de Regering wordt uitgesproken.

Wanneer de bevoegdheid om een straf uit te spreken wordt gedelegeerd, moet de gevolmachtigde een graad hebben die gelijk is aan of hoger is dan de graad van de overheid die de straf heeft voorgesteld en gelijk is aan of hoger is dan de graad van de leden van de raad van beroep die een advies ter zake hebben uitgebracht.

De bevoegdheid om de straf uit te spreken, mag niet worden gedelegeerd wanneer het om een voorstel van terugzetting in graad of afzetting gaat.

Voor het personeel met een rang gelijk aan of hoger dan 15 wordt de straf door de Regering uitgesproken.

HOOFDSTUK IV. — *De tuchtprocedure*

**Art. 10.** De in dit besluit vastgelegde termijnen worden gerekend van middernacht tot middernacht. Zij worden gerekend vanaf de dag volgend op die van de handeling of de gebeurtenis die deze doet ingaan en omvatten alle dagen, zaterdagen, zondagen en wettelijke feestdagen inbegrepen.

De vervaldag is in de termijnen begrepen. Is die dag evenwel een zaterdag, een zondag of een wettelijke feestdag, dan is de eerstvolgende werkdag de vervaldag.

Onder werkdag wordt iedere dag van de week verstaan, behalve de zondag en de wettelijke feestdagen.

De in maanden of in jaren bepaalde termijnen worden van de zoveelste tot de dag vóór de zoveelste gerekend.

**Art. 11 § 1.** Het tijdens het onderzoek samengestelde dossier bevat alle stukken en verklaringen van het personeelslid betreffende de hem ten laste gelegde feiten.

Het onderzoek wordt geacht te zijn aangevat zodra de overheid die de straf voorstelt, van de feiten die het personeelslid ten laste worden gelegd kennis neemt.

Worden het personeelslid meerdere feiten ten laste gelegd, dan wordt er echter slechts één enkele procedure aangevat die tot de uitspraak van slechts één enige tuchtstraf aanleiding kan geven.

Indien het personeelslid gedurende een tuchtprocedure een nieuw feit ten laste wordt gelegd kan een nieuwe procedure worden aangevat zonder dat de aan de gang zijnde procedure onderbroken wordt.

Sauf éléments nouveaux justifiant la réouverture du dossier, nul ne peut faire l'objet d'une procédure disciplinaire pour des faits déjà sanctionnés.

En cas d'action pénale et si le ministère public a communiqué la décision judiciaire définitive au fonctionnaire dirigeant, la procédure disciplinaire doit être entamée dans les soixante jours qui suivent la date de la communication.

§ 2. Avant de proposer une sanction, l'autorité entend le membre du personnel. Ce dernier peut consulter les pièces de son dossier disciplinaire.

§ 3. L'enquête se termine par la notification de la proposition de sanction au membre du personnel sous pli recommandé à la poste ou remise à l'agent contre accusé de réception.

Si cette notification n'a pas lieu dans les soixante jours qui suivent le début de l'enquête, l'autorité est censée avoir renoncé aux poursuites.

**Art. 12.** La procédure disciplinaire débute le jour qui suit la date de la notification de la proposition de sanction au membre du personnel sous pli recommandé à la poste ou remise à l'agent contre accusé de réception.

A compter de cette date, le membre du personnel dispose d'un délai de quinze jours pour saisir la chambre de recours visée aux articles 13 et suivants.

Lorsque l'agent n'a pas saisi la chambre de recours, la décision est notifiée dans les quarante-cinq jours qui suivent la notification de la proposition de décision.

Lorsque le membre du personnel a saisi la chambre de recours, la décision est notifiée dans les septante-cinq jours qui suivent la notification de la proposition.

**Art. 13.** La chambre de recours comprend deux sections : une section francophone et une section néerlandophone. La section francophone est présidée par le président. La section néerlandophone est présidée par le vice-président. Le régime linguistique du requérant détermine la section devant laquelle il comparait.

**Art. 14.** La chambre de recours établit un règlement d'ordre intérieur et le soumet à l'approbation du ministre qui a la fonction publique dans ses attributions.

**Art. 15.** La chambre de recours se compose :

1° selon le régime linguistique du requérant, du président ou du vice-président, tous deux magistrats qui sont nommés par le ministre ayant la fonction publique dans ses attributions;

2° d'un greffier qui n'a pas voix délibérative;

3° d'un assesseur par organisation syndicale représentative du personnel;

4° d'un nombre égal d'assesseurs désignés par l'autorité ;

5° de suppléants du président, des assesseurs et du greffier, qui ne siègent pas en présence des membres effectifs.

Le requérant a la faculté de récuser les assesseurs.

Le président peut récuser les assesseurs qui, de son avis, pourraient être considérés comme juge et partie.

Les assesseurs recusés sont remplacés par leur suppléant.

**Art. 16.** L'autorité qui a proposé la sanction transmet à la chambre le dossier complet de l'affaire ainsi que toutes les pièces relatives au signalement du requérant.

**Art. 17.** Dans chaque affaire, l'autorité qui a proposé la sanction ou le membre du personnel qu'elle a délégué à cette fin, défend la proposition contestée. Ils ne peuvent assister à la délibération.

**Art. 18.** A moins d'un empêchement légitime, le requérant comparait en personne. Son défenseur ne peut faire partie de la chambre de recours.

**Art. 19.** L'avis est émis à la majorité des voix. En cas de parité, la voix du président est prépondérante. Le vote a lieu au scrutin secret.

**Art. 20.** La chambre peut effectuer elle-même ou recommander des enquêtes complémentaires et notamment l'audition de nouveaux témoins.

**Art. 21.** Après examen, dans les trente jours suivant la date à laquelle elle a été saisie, la chambre envoie le dossier complet à l'autorité qui prononce la sanction et lui fait connaître ainsi qu'au requérant son avis.

**Art. 22.** L'autorité qui prononce la sanction, la communique à la chambre lorsqu'elle n'est pas conforme à son avis.

Behoudens nieuwe elementen die de heropening van het dossier rechtvaardigen, kan niemand het voorwerp zijn van een tuchtprocedure voor reeds bestrafte feiten.

Ingeval van strafvordering en indien het Openbaar Ministerie de definitieve gerechtelijke beslissing aan de leidend ambtenaar medegedeeld heeft, dient de tuchtprocedure een aanvang te nemen binnen twee maanden na de datum van de kennisgeving.

§ 2. Voordat de overheid een straf voorstelt, hoort ze het personeelslid. Het personeelslid mag de stukken uit zijn tuchtdossier inzien.

§ 3. Het onderzoek eindigt met de kennisgeving van het voorstel aan het personeelslid per aangetekende brief of door afgifte tegen ontvangstbewijs.

Indien deze kennisgeving niet gebeurt binnen zestig dagen na het begin van het onderzoek, wordt de overheid geacht van vervolgingen af te zien.

**Art. 12.** De tuchtprocedure gaat in op de dag die volgt op de kennisgeving van de voorgestelde straf aan het personeelslid per aangetekende brief of via afgifte tegen ontvangstbewijs.

Vanaf deze datum heeft het personeelslid vijftien dagen om de zaak aanhangig te maken bij de in artikel 13 en volgende artikelen bedoelde raad van beroep.

Wanneer het personeelslid de zaak niet bij de raad van beroep aanhangig heeft gemaakt, wordt de beslissing betekend binnen vijfenveertig dagen na de kennisgeving van de voorgestelde beslissing.

Heeft het personeelslid de zaak bij de raad van beroep aanhangig gemaakt, dan wordt de beslissing binnen vijfenzeventig dagen na de kennisgeving van de voorgestelde straf betekend.

**Art. 13.** De raad van beroep bevat twee afdelingen : een nederlandstalige en een franstalige afdeling. De franstalige afdeling wordt door de voorzitter voorgezeten. De nederlandstalige afdeling wordt door de ondervoorzitter voorgezeten. De taalrol van de verzoeker bepaalt de afdeling waarvoor hij verschijnt.

**Art. 14.** De raad van beroep stelt een huishoudelijk reglement op en legt het ter goedkeuring aan de Minister van Openbaar Ambt voor.

**Art. 15.** De raad van beroep is samengesteld uit :

1° volgens de taalrol van de verzoeker, de voorzitter of de ondervoorzitter, die beiden magistraat zijn en benoemd zijn door de minister bevoegd voor openbaar ambt;

2° een griffier die niet stemgerechtigd is;

3° een assessor per representatieve vakorganisatie;

4° een gelijk aantal assessoren aangewezen door de overheid ;

5° plaatsvervangers van de voorzitter, van de assessoren en van de griffier die in aanwezigheid van de vaste leden geen zitting hebben.

De verzoeker heeft het recht om de assessors te wraken.

De voorzitter kan de assessoren wraken indien hij acht dat ze als rechter in eigen zaak beschouwd kunnen worden.

De gewraakte assessoren worden door hun plaatsvervanger vervangen.

**Art. 16.** De overheid die de straf heeft voorgesteld, overhandigt aan de raad het volledige dossier van de zaak met alle stukken betreffende de beoordeling van de verzoeker.

**Art. 17.** De overheid die de straf heeft voorgesteld of het personeelslid dat ze te dien einde heeft gedelegeerd, verdedigt in elke zaak het betwiste voorstel. Ze mogen niet aan de beraadslaging deelnemen.

**Art. 18.** Behalve bij wettige verhindering verschijnt de verzoeker persoonlijk. Zijn verdediger mag geen lid zijn van de raad van beroep.

**Art. 19.** Het advies wordt met meerderheid van stemmen uitgebracht. Bij staking van stemmen, is de stem van de voorzitter doorslaggevend. De stemming is geheim.

**Art. 20.** De raad van beroep kan zelf een aanvullend onderzoek instellen of aanbevelen, alsmede onder meer het verhoor van nieuwe getuigen.

**Art. 21.** Na onderzoek en binnen dertig dagen na de datum waarop de aanhangigmaking heeft plaatsgevonden, stuurt de raad van beroep het volledig dossier aan de overheid die de straf uitspreekt en deelt deze laatste en de verzoeker haar advies mede.

**Art. 22.** De overheid die de straf uitspreekt, geeft de raad er kennis van wanneer deze beslissing niet overeenstemt met haar advies.

**Art. 23.** Sans préjudice de leur exécution, les sanctions, à l'exception de la révocation, sont radiées d'office du dossier individuel des membres du personnel, deux ans après leur prononcé sauf si une nouvelle sanction est prononcée dans ce délai.

La radiation a pour effet qu'il ne peut plus être tenu compte de la sanction radiée, notamment dans le cadre de l'attribution de titres à la promotion ou du signalement.

En cas de suspension disciplinaire et de rétrogradation, la radiation ne peut rétablir le membre du personnel dans la situation administrative et pécuniaire dont il aurait bénéficié en l'absence de ces sanctions.

Il est fait mention de la radiation en marge de la sanction qui en fait l'objet.

La radiation fait également l'objet d'une inscription au dossier individuel du membre du personnel, lequel recouvre ses droits antérieurs à la peine mais sans effet rétroactif.

#### CHAPITRE V

##### *La suspension préventive dans l'intérêt du service*

**Art. 24.** Le membre du personnel suspendu peut être privé de la faculté de faire valoir ses titres à la promotion et son droit à l'avancement de traitement et peut faire l'objet d'une retenue de traitement dans les cas suivants :

- 1° lorsqu'il fait l'objet de poursuites pénales;
- 2° lorsqu'il fait l'objet de poursuites disciplinaires en raison d'une faute grave pour laquelle il y a flagrant délit ou des indices probants.

Sont notamment des fautes graves, l'atteinte volontaire aux biens et aux personnes, le vol et le détournement de fonds, l'état d'ébriété, le refus d'ordre, l'injure grave.

La retenue de traitement ne peut être supérieure à celle fixée à l'article 4.

**Art. 25.** La suspension préventive est prononcée par l'autorité compétente pour proposer la sanction disciplinaire.

**Art. 26.** Dès que cette autorité a pris connaissance des faits reprochés au membre du personnel, elle le convoque sans retard afin de l'entendre.

Durant l'audition, le membre du personnel peut se faire assister par un défenseur de son choix.

La suspension est prononcée dans les deux jours ouvrables qui suivent le moment auquel l'autorité a pris connaissance des faits. Elle est exécutoire nonobstant tout recours devant la chambre de recours. Elle est confirmée par le fonctionnaire dirigeant ou le fonctionnaire dirigeant adjoint dans les deux jours ouvrables qui suivent son prononcé.

Le membre du personnel dispose d'un délai de dix jours à partir du prononcé pour saisir la chambre de recours.

La chambre se prononce et communique son avis au fonctionnaire dirigeant et au membre du personnel dans les sept jours ouvrables qui suivent sa saisine.

En cas d'avis favorable au membre du personnel, le fonctionnaire dirigeant ou le membre du personnel auquel il délègue ce pouvoir se prononce en dernier recours. La mesure est communiquée à la chambre lorsqu'elle n'est pas conforme à son avis.

Si, une fois terminé l'examen de son cas, le membre du personnel fait l'objet d'une suspension disciplinaire, celle-ci rétroagit à la date du prononcé de la suspension préventive. Dans ce cas la durée de la suspension préventive est imputée sur la durée de la suspension disciplinaire. De même, le montant du traitement retenu pendant la suspension préventive est déduit du montant de la perte de traitement liée à la sanction disciplinaire.

**Art. 27.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au Moniteur belge.

**Art. 28.** Le Ministre-Président et le Secrétaire d'Etat ayant l'enlèvement et le traitement des immondices dans leurs attributions sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 23 mars 1995.

Le Ministre-Président,

Ch. PICQUÉ

Le Secrétaire d'Etat,

R. HOTYAT

**Art. 23.** Onverminderd de uitvoering ervan worden de straffen, met uitzondering van de afzetting, ambtshalve in het persoonlijk dossier van het personeelslid doorgehaald, twee jaar na de uitspraak behalve indien een nieuwe straf binnen deze termijn wordt uitgesproken.

De doorhaling heeft als gevolg dat er met de doorgehaalde straf geen rekening meer mag worden gehouden, met name bij de appreciatie van de aanspraken op bevordering of bij de toekenning van de beoordeling.

Ingeval van tuchtschorsing en terugzetting in graad mag de doorhaling het personeelslid niet herstellen in de administratieve en geldelijke toestand die het genoten zou hebben zonder straffen.

Van de doorhaling wordt melding gemaakt in de kantlijn van de acte die de straf had meegebracht.

De doorhaling wordt eveneens ingeschreven in het individueel dossier van het personeelslid, dat zijn rechten van vóór de straf terugkrijgt, maar zonder terugwerkende kracht.

#### HOOFDSTUK V

##### *De voorlopige schorsing in het belang van de dienst*

**Art. 24.** Het geschorste personeelslid kan het recht worden ontzegd om zijn aanspraken op bevordering en op verhoging van wedde te doen gelden en looninhouding kan worden uitgevoerd in de volgende gevallen :

- 1° wanneer het strafrechtelijk vervolgd wordt;
- 2° wanneer het tuchtrechtelijk vervolgd wordt wegens een ernstig vergrijp waarvoor het op heterdaad werd betrapt of waarvoor er afdoende aanwijzingen zijn.

Men verstaat onder ernstig vergrijp : vrijwillige aantasting van goederen en personen, diefstal en geldverduistering, dronkenschap, bevelweigering, ernstige belediging.

De looninhouding mag niet hoger zijn dan die vastgesteld bij artikel 4.

**Art. 25.** De voorlopige schorsing wordt uitgesproken door de overheid die bevoegd is om de tuchtstraf voor te stellen.

**Art. 26.** Zodra deze overheid kennis genomen heeft van de feiten die aan het personeelslid ten laste worden gelegd, roept ze onverwijld het personeelslid op om het te horen.

Tijdens het verhoor mag het personeelslid zich laten bijstaan door een verdediger naar keuze.

De schorsing wordt uitgesproken binnen twee werkdagen na het ogenblik waarop de overheid van de feiten kennis heeft genomen. Ze is uitvoerbaar niettegenstaande ieder beroep bij de raad van beroep. Ze wordt door de leidend ambtenaar of de adjunct-leidend ambtenaar binnen twee werkdagen na de uitspraak bevestigd.

Het personeelslid heeft tien dagen vanaf de dag waarop de straf is uitgesproken om zijn zaak bij de raad van beroep aanhangig te maken.

De kamer spreekt zich uit en deelt haar advies mede aan de leidend ambtenaar en aan het personeelslid binnen zeven dagen na de aanhangigmaking.

Ingeval van gunstig advies voor het personeelslid spreekt de leidend ambtenaar of het personeelslid aan wie hij deze bevoegdheid delegeert, zich in laatste instantie uit. De straf wordt aan de raad medegedeeld wanneer ze met haar advies niet overeenstemt.

Indien het personeelslid, na afloop van het onderzoek van zijn geval, een schorsing als tuchtstraf wordt opgelegd, werkt die schorsing terug tot de datum waarop de voorlopige schorsing werd uitgesproken. In dit geval wordt de duur van de preventieve schorsing op de duur van de tuchtschorsing aangerekend. Het bedrag van de gedurende de preventieve schorsing ingehouden wedde wordt eveneens afgetrokken van het bedrag van de verloren wedde die aan de tuchtstraf is verbonden.

**Art. 27.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het Belgisch Staatsblad wordt bekendgemaakt.

**Art. 28.** De Minister-Voorzitter en de Staatssecretaris bevoegd voor de ophefing en verwerking van afval zijn belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 23 maart 1995.

De Minister-Voorzitter,

Ch. PICQUÉ

De Staatssecretaris,

R. HOTYAT